

VIVE
LA CRISE !

SÉBASTIEN FONTENELLE

VIVE LA CRISE !

Ou l'art de répéter (**inlassablement**)
dans les médias qu'il est urgent
de réformer (**enfin**) ce pays de feignants
et d'assistés qui vit (**vraiment**)
au-dessus de ses moyens

ÉDITIONS DU SEUIL

25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-107900-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, MARS 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

La plupart du temps, les éléments de langage sont si élémentaires, qu'ils finissent par tuer le langage.

Laurent Joffrin,
Le Nouvel Observateur,
20 octobre 2011.

LE BONHEUR
EN SIX PETITES LETTRES

Le 1^{er} janvier 2012, l'éditrice Caroline Fourest explique, dans *Le Monde*, où elle dispose d'un rond de serviette sous la forme d'une chronique hebdomadaire, que la Corée du Nord est une sorte de « laboratoire où un groupe humain se trouve [...] soumis à une immense expérience de conditionnement » qui « rappelle combien l'esprit critique est fragile » et « combien l'humain peut être programmé, déprogrammé, manipulé. Toujours avec la même recette : un ennemi, un récit, et la peur en guise de chien de garde ».

Et ce n'est – assurément – pas faux.

Mais ces considérations pourraient tout aussi justement s'appliquer à la France des années 2000, où la presse dominante procède, jour après jour, et sans jamais désespérer, à ce que le fameux intellectuel américain Noam Chomsky appelle « la fabrication

du consentement » : une mise en condition de l'opinion, où l'objectif n'est bien sûr pas, comme à Pyongyang, de l'asservir à une tyrannie « communiste », mais de la contenir, sous le commode sceau de la démocratie et par l'emploi constant d'un vocabulaire totémique, dans une totale soumission au dogme libéral.

Ainsi, et de façon très typique, quelques jours à peine avant que Caroline Fourest ne dénonce dans *Le Monde* les pratiques propagandaires du régime nord-coréen, cette même publication, nimbée de sa très honorifique auréole de « quotidien de référence », a rendu à Nicolas Sarkozy, chef de l'État français, de signalés hommages d'où ressort qu'il a (nonobstant qu'il a pu se montrer des fois plus maladroit) « négocié avec pragmatisme la loi sur le service minimum dans les transports, puis la réforme des régimes spéciaux de retraite », qu'il a « ensuite eu le courage de réformer les règles archaïques de la représentativité, afin de rendre les syndicats plus légitimes et de faire progresser la démocratie sociale », et qu'« on ne peut pas » lui « faire grief d'avoir éludé les réformes pour lesquelles il a été élu », puisque « la révision générale des politiques publiques, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, l'allongement de la retraite à 62 ans,

la réforme de la carte judiciaire, toutes destinées à alléger les dépenses publiques, ont été menées avec opiniâtreté » par ce si cranté président « malgré les critiques et les remous sociaux »¹.

Dans la vraie vie – n’importe quel enfant de plus de six mois doté d’un minimum de sens de l’observation peut alors le constater pour le (modique) prix d’un petit effort d’attention –, Nicolas Sarkozy, pendant les cinq années de son règne (et à grands coups, notamment, de somptueux cadeaux fiscaux), a surtout réorienté la dépense publique afin qu’elle profite d’abord aux seuls riches, et s’est employé – non sans donner au passage de vigoureux coups de hache dans le droit de grève – à confectionner pour les salariés auxquels il avait très mensongèrement promis d’être « le président du pouvoir d’achat » des conditions de vie (et de retraite) toujours plus difficiles, piochant aux poches des pauvres de quoi toujours mieux nantir les possédants.

Mais *Le Monde*, dépassant cette réalité contrastée, détecte du « courage » dans la multiplication de

1. Les nombreux guillemets présents dans cet ouvrage encadrent des citations de journaux, allocutions et autres commentaires pour lesquels les références ne sont pas systématiquement données *in extenso* en bas de page mais évoquées, autant que possible, directement dans le texte.

ces mesures antisociales – ontologiquement admirables, puisque faites sous l’aune, magique, de la « réforme ».

Il est vrai que de tels enthousiasmes ne sont jamais considérés par les éditocrates (qui le plus souvent les partagent) comme participant d’« un immense conditionnement » – mais sont plutôt envisagés comme l’expression pondérée d’un légitime attachement à une politique qui ne s’interdit aucune audace dans l’assujettissement d’un « groupe humain » aux règles d’airain du marché, et qui est systématiquement donnée comme la seule possible.

Il est vrai, aussi, que cette propagande, aux tout derniers mois du quinquennat de Sarkozy, n’est pas exactement neuve : transcendant de longue date les clivages partisans, elle dure depuis trois interminables décennies, dans le cours desquelles les oligarchies médiatique et politique ont quotidiennement prêché, pendant plus de 10 000 jours – c’est long –, que le « modèle social français », pétri selon ces prédicants fanatiques d’un étatismisme d’inspiration soviétoïde, devait d’urgence être « modernisé », et qu’il convenait, pour mieux l’extraire de sa gangue pléistocénienne, de briser quelques « tabous » (le mot

désignera, dès lors, tout ce qui va contre l'idéologie régnante)...

...Et d'en finir, principalement, avec l'émollient confort des sécurités sociales (désormais regardées comme autant d'« assistanats » générateurs de déficits) et des solidarités collectives.

À cette fin, les élites (autopropulsées) de la presse et de la politique se sont dotées d'une sorte de novlangue, organisée autour de quelques mantras obsessionnellement répétés, où les mots du progressisme, soigneusement purgés de leur sens originel, disent l'exact contraire de ce qu'ils avaient toujours signifié, et dans laquelle (pour ne citer que l'exemple le plus grossièrement caractéristique de cette entreprise quelque peu orwellienne) la « réforme » n'est plus (du tout) ce qu'elle avait toujours été – une « amélioration partielle et progressive de l'ordre social », d'après le dictionnaire –, mais devient au contraire l'appellation brevetée des pires reculs antisociaux¹.

De même, elles s'équipent de quelques procédés langagiers, un rien staliniens mais (au vrai) fort

1. Raoul Villette, *La Langue du capital mise à nu par ses locuteurs mêmes. Décodeur du sabir politico-médiatique*, Les Nuits rouges, 2009.

efficaces, où le capitalisme, repeint aux couleurs du « (néo-)libéralisme », est maniaquement présenté comme la seule alternative à un (très) fantasmatique totalitarisme « communiste » (ou fasciste, au gré des humeurs des commentateurs autorisés).

Le tout, sans jamais se laisser détourner, fût-ce par l'éléphantesque évidence des ravages causés partout par le culte dément de « la concurrence libre et non faussée », de leur sacro-sainte mission d'endoctrinement des masses.

Ainsi, quand devient définitivement évident – aux jours où ces lignes sont écrites – que « la crise » n'est point (du tout) si « fantastique » que ne l'ont d'abord prétendu les thuriféraires des marchés, ou si transitoire qu'ils ne l'ont ensuite soutenu (mais qu'elle est plutôt consubstantielle au capitalisme dont ils ont jour après jour chanté les prétendues suavités, un effroyable broyeur), les forgerons du consentement, loin de reconnaître qu'ils n'ont cessé d'errer (tragiquement) et qu'il y avait (pour le moins) d'extraordinaires périls à introduire dans le poulailler du « modèle français » les renards de la compétitivité, se refusent au contraire à esquisser ne serait-ce que le commencement d'une contrition : enfermés à jamais dans leur extravagance, ennemis jurés des repentances, ils peuvent alors concéder,

s'ils ne sont point trop roides, que le capitalisme mériterait sans doute d'être (finalement) un peu « humanisé »...

...Mais c'est pour mieux redire, dans la seconde d'après, qu'il demeure malgré tout, et par-delà ses menues imperfections, le meilleur des systèmes, et que les marchés doivent donc rester l'objet d'une juste vénération.

Pour bien comprendre comment toute une génération de clercs de médias s'est ainsi transmutée en fan-club de l'exploitation de l'homme par l'homme, et pour prendre l'exacte mesure de l'ahurissante exaltation de cette coterie, il faut, pour commencer, remonter le temps jusqu'au début de la « terrible décennie » des années 1980¹ – et plus précisément jusqu'au moment de la (très) grande trahison où les socialistes français, qui avaient promis de « changer la vie » et d'en finir avec le capitalisme, font plutôt le choix, en 1983, deux ans après l'élection de François Mitterrand et sous le sceau d'une (nécessaire) « rigueur » qu'ils présentent (déjà) comme l'unique moyen d'échapper à de chagrins lendemain, de rompre avec le socialisme, et de mener

1. François Cusset, *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, La Découverte, 2006.

une politique radicalement contraire, donc, à celle pour quoi les Français les ont vingt-quatre mois plus tôt mandatés.

L'exceptionnel gigantisme de cette félonie heurte, bien sûr, quelques pans d'un électorat qui n'avait nullement prévu en votant pour la gauche de tomber sous le joug d'une « deuxième droite affublée d'un faux nez rose¹ », principalement empressée de « réconcilier les Français avec l'entreprise² » (et qui pourra vite se prévaloir d'avoir, là, « mieux fait que la première³ »).

La déception de ces électeurs préoccupe un peu le Parti socialiste, où nombre de caciques déplorent alors, avec Pierre Mauroy, « que les médias ne » se montrent « pas assez "explicatifs" au sujet de la crise » (et de l'obligation où elle a mis le gouvernement de trahir ses promesses).

Fort heureusement, toute une presse est là, qui brûle de servir.

Fort heureusement, une éditocratie naissante, venue souvent de Mai 68 mais très disposée à se

1. Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, *La Deuxième Droite*, Robert Laffont, 1986.

2. Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Arléa, 2000.

3. *Ibid.*

renier, et dont l'emprise ne cessera ensuite de s'étendre et de se renforcer, va se faire un devoir – comme on partait jadis aux croisades – d'enseigner aux Français que le bonheur est tout entier dans six petites lettres : m, a, r, c, h, é.

Fort heureusement, *Libération*, quotidien d'origine gauchiste qui a cessé de paraître en février 1981 pour mieux renaître en mai (au surlendemain de l'élection de Mitterrand) sous la forme d'un (à peine) officieux journal régiminaire, et que dirige alors un homme, Serge July, en qui s'incarne à son acmé le passage de toute une génération d'ex-révolutionnaires « du col Mao au Rotary¹ », va par exemple se charger de porter dans son lectorat, avec la complicité de l'acteur et chanteur Yves Montand (passé, quant à lui, du stalinisme au reaganisme) la nouvelle *doxa* du socialisme gouvernemental.

1. Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Albin Michel, 1986.

EN 1984...

Le Seuil s'engage pour la protection de l'environnement

Ce livre a été imprimé chez un imprimeur labellisé Imprim'Vert, marque créée en partenariat avec l'Agence de l'Eau, l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et l'UNIC (Union Nationale de l'Imprimerie et de la Communication).

La marque Imprim'Vert apporte trois garanties essentielles :

- la suppression totale de l'utilisation de produits toxiques ;
- la sécurisation des stockages de produits et de déchets dangereux ;
- la collecte et le traitement des produits dangereux.



RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : CORLET, IMPRIMEUR S.A. À CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : MARS 2012. N° 105771 (XXXXXXX)
IMPRIMÉ EN FRANCE

